

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA  
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ETEX France Building Performance**

3070 route de Blauvac  
84380 Mazan

Références : D-0765-2025  
SPR/2025-833  
Code AIOT : 0006400543

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement ETEX France Building Performance implanté 3070 route de Blauvac 84380 Mazan. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX France Building Performance
- 3070 route de Blauvac 84380 Mazan
- Code AIOT : 0006400543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Etex France Building Performance exploite une carrière au lieu-dit "le grand-devin" sur les communes de Mazan et Mallemort du Comtat. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 2510 et 2720 de la nomenclature ICPE, et de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515. Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Réception déchets de plâtre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Demande d'action corrective	3 mois
4	Gestion des eaux issues de l'aire de ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 5.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
5	Tierce expertise stabilité des verses	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 6	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Contrôle niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.7.1	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 8.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.8.1	/	Sans objet
8	Suivi faune flore	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.4.3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 5 non-conformités au cours de cette visite, relatives aux niveaux sonores admissibles, à la gestion des eaux potentiellement polluées, au suivi géotechnique et aux modifications des conditions d'exploitation. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/01/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] D'une réserve incendie de 120 m3 minimum présente sur le site ;[...]
<b>Constats :</b> <b>Constat le 19/11/2024 :</b> lors de la visite, il a été constaté que la bâche souple utilisée en cas d'incendie était vide. L'exploitant indique qu'elle a été endommagée par les sangliers. Par ailleurs, la société ETEX précise que : <ul style="list-style-type: none"><li>• la réparation a été effectuée la semaine précédente ;</li><li>• elle sera prochainement remise en eau ;</li><li>• un devis a été demandé pour la mise en place d'une clôture autour de l'équipement.</li></ul> Ainsi, le rapport DREAL du 14/01/2025 demandait à l'exploitant, sous 1 semaine, de transmettre les photographies de la bâche remise en eau.  <b>Constat le 30/10/2025 :</b> par courriel du 22/01/2025, l'exploitant a transmis des photographies de la bâche remise en eau et par courrier du 18/09/2025 de la clôture mise en place, afin de protéger la bâche. Le jour de l'inspection, la présence de la bâche en eau a pu être constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/05/2025</li></ul>

**Prescription contrôlée :**

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

**Constats :**

**Constat le 19/11/2024** : le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de rebuts de production de gypse broyés, en attente d'incorporation dans le process. L'exploitant précise qu'il envisage également de stocker temporairement sur site des déchets de gypse provenant d'entreprises spécialisées dans la collecte et le tri, situées dans les départements du Var et l'Hérault.

A la suite de l'analyse de portée à connaissance du 8 décembre 2023 et dans la perspective d'accueillir des déchets issus d'entreprises spécialisées dans la collecte, l'inspection demande à la société ETEX d'apporter les compléments suivants :

a) le projet conduit au franchissement du seuil à enregistrement pour la rubrique 2716 « Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 ».

Ainsi, il convient de soumettre le projet présenté dans le dossier précité à une évaluation préalable au cas par cas, en application des dispositions de l'article R.122-2 du code de l'environnement et des orientations de la note du ministère de l'environnement du 20 décembre 2021, relative aux modifications des ICPE.

Il est donc nécessaire que l'exploitant complète son dossier par l'évaluation précise des volumes de transit de déchets non dangereux non inertes, relevant de la rubrique 2716-2 et, le cas échéant, fournisse une évaluation au cas par cas si le volume dépasse 1000 m<sup>3</sup>.

b) l'exploitant précise en séance que les déchets de gypse provenant d'entreprises spécialisées dans la collecte seront réceptionnés triés et prêts à être incorporés dans le process des usines de Carpentras et Mazan. Les coordonnées des sociétés spécialisées, ainsi que les caractéristiques des déchets de gypse envoyés devront être présentées dans le cadre des compléments attendus ;

c) concernant la conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif à la rubrique 2716, l'exploitant doit transmettre la procédure d'admission mise en place en application des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel : en outre, la nature des contrôles et essais réalisés sur les déchets extérieurs réceptionnés seront précisés.

Ainsi, le rapport DREAL du 14/01/2025 demandait à l'exploitant, au plus sous 4 mois, de transmettre les compléments listés précédemment.

**Constat le 30/10/2025** : par courrier du 02/10/2025, l'exploitant a transmis des pièces complémentaires dans le cadre de son projet de stockage temporaire de déchets de plâtre et de gypse recyclé à destination de l'usine de Carpentras :

- le document cerfa relatif à la demande d'examen au cas par cas ;
- le cahier des charges du gypse recyclé réceptionné ;
- une fiche d'informations préalable.

<p>Le dossier précise que ce stockage interviendrait uniquement en cas de difficulté de traitement (défaillance technique essentiellement) sur le site de Carpentras, pour une durée limitée. La quantité maximale envisagée est de 8000 m<sup>3</sup>.</p> <p>En séance, la société ETEX confirme qu'il n'y a actuellement plus de réception de déchets extérieurs et que les déchets « historiques », constatés lors des inspections précédentes, sont évacués au fur et à mesure. L'inspection relève des corrections à apporter au dossier (cerfa daté de 2020, nécessité de prendre en compte la situation du site au sein du Parc Naturel Régional du Mont-Ventoux FR8000056).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, déposer son dossier auprès de la préfecture (direction départementale de la protection des populations - Services de l'État en Vaucluse - 84905 AVIGNON cedex 09), après correction des erreurs soulevées en séance (cf également PdC suivant).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Réception déchets de plâtre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réception déchets de plâtre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>II. Procédure d'information préalable [...]</b></p> <p>c) Essais à réaliser : [...]</p> <p>Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviât porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées. [...]</p> <p><b>III. Procédure d'admission</b></p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li> <li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li> <li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de porté à connaissance, transmis par courrier du 02/10/2025, mentionne que « <i>Les déchets de plâtre et/ou le désulfogypse issus des usines de traitement de Mazan et Carpentras et stockés sur la carrière sont de même nature que le gypse extrait, ils ne sont donc pas source de pollution.</i> » Ainsi, ce dossier prévoit que les déchets de gypse extérieurs seront stockés à même le sol, sans étanchéité, ni récupération des lixiviats éventuels.</p>

Or, l'exploitant a également joint à sa demande la procédure intitulée « cahier des charges pour la fourniture de gypse recyclé » datée de mars 2024. Ce document mentionne des «paramètres toxicologiques » associés à des seuils, exprimés en mg/kg, présentant des valeurs très élevées en comparaison aux seuils de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 encadrant l'utilisation des matériaux pouvant être utilisés pour le remblaiement des carrières. A titre d'illustration, la limite en antimoine est fixée à 5mg/kg dans la procédure ETEX contre 0,06mg/kg dans l'arrêté ministériel ; celle en plomb à 56 mg/kg dans la procédure contre 0,5 mg/kg dans l'arrêté précité.

Par conséquent, les modalités de stockage prévues les déchets de gypse, même temporaires, ne peuvent pas garantir l'absence d'atteinte à la qualité des sols et des eaux, au regard des seuils fixés dans le cahier des charges qui sont nettement supérieurs aux seuils de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

L'exploitant précise que ce cahier des charges a été rédigé sur la base des productions de l'association européenne « cursogypsum ».

Par ailleurs, l'inspection relève que certains paramètres, prévus dans l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif à la rubrique 2716 concernant les essais à réaliser, ne sont pas cités dans le cahier des charges (Cr total, fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés, siccité du déchet brut et sa fraction soluble).

Concernant la réception des déchets au sein de la carrière, l'exploitant indique ne pas avoir à ce jour formalisé de procédure décrivant les opérations effectuées lors de l'arrivée des chargements, en l'absence de mise en œuvre effective de cette modification des conditions d'exploitation depuis le dépôt du porté à connaissance.

En outre, les vérifications effectuées à l'arrivée sur site ne sont pas mentionnées dans le cahier des charges :

- la vérification de l'existence d'une information préalable ;
- le recueil des informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement ;
- la réalisation du contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

L'exploitant précise qu'une procédure sera mise en place reprenant ces éléments, préalablement à la réception des premiers chargements.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son dossier, sous 3 mois, en :

- justifiant des seuils d'acceptation prévus dans sa procédure « cahier des charges pour la fourniture de gypse recyclé », au regard notamment de la réalité des déchets reçus, afin de démontrer l'absence d'atteinte à la qualité des sols et des eaux ;
- précisant la norme employée pour la réalisation des tests de lixiviation sur les déchets entrants, ainsi que la fréquence de ces tests ;
- ajoutant l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté ministériel du 06/06/2018, pour les tests de lixiviation.

Une procédure devra également être établie, en complément du cahier des charges, afin de décrire l'ensemble des opérations réalisées à réception des chargements, conformément aux dispositions de l'article 13 II de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Gestion des eaux issues de l'aire de ravitaillement des engins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux issues de l'aire de ravitaillement des engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat le 19/11/2024 :</b> L'exploitant dispose d'une cuve de 20 000L de GNR sur rétention, afin d'effectuer le plein journalier des engins à pneu sur une dalle étanche près du garage (2 dumpers, 2 chargeuses et 1 tractopelle). L'exploitant présente également le dispositif mobile de ravitaillement pour les engins restant sur le carreau (foreuse, pelle BRH) et le système de rétention associée positionné sous les engins.</p> <p>Le point bas de l'aire de ravitaillement bétonnée comporte une grille, reliée à un bassin de décantation dont la surverse est dirigée vers un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau pluvial de l'usine.</p> <p>Par courriel du 25/11/2024, l'exploitant a transmis les justificatifs relatifs à l'entretien des dispositifs précités :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• BSD-20230705-7DX9EAYZQ (S051-E0016525) du 06/07/2023 et bon de commande associé ;</li><li>• BSD-20240715-VFBQZSXDQ (S051-E0018836) du 16/07/2024 et bon de commande associé.</li></ul> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté que les eaux ruissellement des surfaces bétonnées entourant la pompe à carburant destinée aux chariots ne sont pas collectées vers le réseau relié aux séparateurs à hydrocarbures. Il a également été observé des déversements d'hydrocarbures autour de cette zone de ravitaillement.</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 14/01/2025 demandait à l'exploitant, sous 4 mois, de mettre en conformité la zone de ravitaillement des chariots, afin que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées soient collectées par un réseau spécifique et traitées par le séparateur à hydrocarbures.</p> <p><b>Constat le 30/10/2025 :</b> par courrier du 18/09/2025, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'aire de ravitaillement des chariots élévateurs sera positionnée à proximité de l'aire de lavage des engins, doté d'un réseau spécifique et traité par un séparateur d'hydrocarbures ;</li><li>• les travaux de déplacement de la zone de ravitaillement des chariots ont été commandés, et doivent être réalisés courant semaine 39 (22 au 26 septembre).</li></ul>



<p>Le 30/10/2025, l'inspection a pu constater que la pompe utilisée pour le ravitaillement des chariots est désormais située au niveau de l'aire étanche de lavage. L'exploitant précise qu'un auvent sera installé prochainement et que l'ancienne zone sera nettoyée dans les semaines à venir.</p> <p>Il a également été constaté que le dispositif de ravitaillement des dumpers de son sous-traitant se trouve sur dalle béton, reliée à un séparateur à hydrocarbures. Le pistolet est situé au-dessus d'une rétention, vidangée manuellement via un dispositif d'aspiration relié à une cuve. Toutefois, l'inspection relève que la rétention située sous le pistolet est peu protégée des intempéries et de capacité limitée, créant ainsi un risque de débordement en cas de précipitations importantes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre les justificatifs relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à la mise en place du auvent et au nettoyage de l'ancienne zone de ravitaillement des chariots ;</li> <li>• à la mise en place d'un dispositif évitant le débordement, en cas de précipitations importantes, de la rétention associée au pistolet permettant le ravitaillement des engins de son sous-traitant.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Tierce expertise stabilité des verses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tierce expertise stabilité des verses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rapport d'expertise doit être de nature à permettre à l'exploitant et à l'administration d'en apprécier pleinement son contenu et de pouvoir faire usage de ses conclusions afin qu'il n'y ait pas d'équivoque résultant d'une interprétation inadéquate du rapport.</p> <p>Le rapport de tierce expertise doit au moins comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nom du ou des experts ayant participé à l'évaluation ainsi que leurs rôles respectifs, notamment de celui ayant assuré la synthèse de tous les travaux ;</li> <li>• les informations générales relatives à la tierce expertise (objet, date, identification de l'exploitant et de l'équipe de tiers experts, liste des documents examinés, champ de la tierce expertise) ;</li> <li>• les références bibliographiques ;</li> <li>• les limites de la tierce expertise ;</li> <li>• les échanges techniques avec l'exploitant visant à clarifier les problèmes rencontrés lors de la tierce expertise, sans pour autant aboutir nécessairement à un accord : les points d'accord ou de désaccord sur les recommandations éventuelles sont clairement identifiés ;</li> <li>• la formulation claire de l'avis du tiers expert pour chaque point technique, ainsi que ses recommandations.</li> </ul> <p>Au plus tard 6 mois après la réunion d'ouverture, dans un délai maximum de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à la DREAL le rapport de tierce expertise finale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat le 19/11/2024 :</b> par courriel du 16/02/2024, l'exploitant a indiqué que, sous un délai de 2 et 6 mois :</p>

- le PGD sera complété en intégrant l'ensemble des mesures de surveillance, de suivi ainsi que les recommandations citées dans le rapport du BRGM. Ces mesures ont déjà été mises en œuvre.
- l'étude de stabilité prenant en compte la géométrie finale des talus (adoucissement des pentes immergées à 15°), pour s'assurer de la stabilité à long terme après mise en eau a déjà été lancée auprès du bureau d'étude géotechnique SAGE Ingénierie.

Le jour de l'inspection, la société ETEX n'a pas été en mesure de présenter les deux documents précités et indique qu'il va se rapprocher des bureaux d'études concernés. La mise à jour du PGD intégrant les mesures de surveillance préconisées par le BRGM a été transmise par courriel du 10 décembre 2024.

L'inspection a également effectué un contrôle par sondage du respect des mesures de suivi géotechnique pour la verse Ouest : en particulier, l'inspection a pu constater que le suivi des mires de cette verse est bien effectué au plus tous les 3 mois (relevés effectués tous les 2 mois depuis 2023).

L'exploitant signale qu'aucun désordre géotechnique majeur n'a été recensé depuis la dernière inspection. Seuls ont été observés :

- une fissure en tête de la verse Est qui a été rebouchée. L'exploitant précise qu'il s'agit d'un tassement différentiel mineur et non d'un phénomène pouvant engendrer un glissement global de la verse ;
- un tassement au niveau du promontoire près du garage, au nord est de la carrière. L'exploitant mentionne que ce phénomène a été détecté il y a un mois environ et qu'un dispositif de suivi topographique sera prochainement mis en place (mire ou inclinomètre) afin d'effectuer un suivi topographique régulier. La zone du promontoire a été interdite aux personnels.

Ainsi, le rapport DREAL du 14/01/2025 demandait à l'exploitant, sous 3 mois, de produire l'étude de stabilité prenant en compte la géométrie finale des talus. Par ailleurs, comme précisé dans le rapport du 22/01/2024 relatif à l'inspection du 21/11/2023, il est demandé à la société ETEX de transmettre un bilan du suivi de la stabilité des versées avec son rapport d'activité annuel, à compter de l'exercice 2024.

**Constat le 30/10/2025** : par courrier du 27 mars 2025, l'exploitant a transmis son rapport d'activité pour l'exercice 2024. Ce document contient un bilan du suivi de la stabilité des versées référence 13268-1 du 21/10/2024, établi par la société SAGE ingénierie, qui conclut que :

**Lors de cette étude, sur la base de la bibliographie disponible et des observations de terrains, aucune instabilité générale n'est reconnue dans les conditions actuelle d'exploitation. Des analyses inverses modélisées avec les caractéristiques établies par Méridion appuies l'observation.**

La société ETEX précise en séance que :

- les géotechniciens sont intervenus au cours de l'été 2025, le rapport associé est actuellement en cours de rédaction ;
- les résultats des suivis effectués en interne au cours de l'année sont communiqués au géotechnicien pour prise en compte dans son analyse annuelle (mesures inclinométriques trimestrielles, suivi mensuel du niveau piézométrique, levé topographique semestriel par drone,...).

Concernant le suivi au niveau du promontoire, la société ETEX indique que plusieurs campagnes de mesure ont été effectuées par un cabinet de géomètres. Il présente le rapport n°3 du 10/10/2025, faisant état des résultats des suivis effectués de mars à octobre 2025. Les données recueillies vont être transmises et analysées par le bureau d'études en charge du suivi géotechnique. Lors de la visite terrain, la présence des mires a pu être constatée au niveau du promontoire.

Enfin, par courrier du 18/09/2025, l'exploitant a transmis l'étude de stabilité effectuée par la société Sage Ingenierie référence RP 13268- NT2 du 24/03/2025. Cette étude conclut que « *La stabilité des verses après la fin d'exploitation, en condition de remplissage de la fosse jusqu'à la cote 170 m NGF est validée pour une pente intégratrice égale à 13°.* »

Concernant le suivi des eaux souterraines, l'inspection relève que 2 piézomètres (n°4 « Haut petite route » et n°8 « PF3 ») sont mentionnés dans le rapport d'activité 2024 comme hors service depuis décembre 2023. Ainsi, il ne reste plus que 7 ouvrages et non 9 comme pris en compte dans l'avis BRGM, remis au terme de la tierce expertise.

En réponse, l'exploitant précise que de nouveaux ouvrages seront mis en place courant 2026, lors de la campagne de sondage prévue au cours de l'été. Le PZ3 sera également remis en service suite à la fin des travaux de désamiantage qui en empêchaient l'accès.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à la société ETEX de :

- veiller, dans le cadre des prochains rapports de suivi géotechnique annuel, à ce que la prise en compte du suivi courant effectué en interne apparaisse clairement ;
- transmettre, sous 3 mois, le prochain rapport de suivi du géotechnicien, incluant notamment les conclusions sur la stabilité du promontoire ;
- transmettre les compte-rendus liés à la réfection des piézomètres, dans le mois suivant leur réalisation.

Par ailleurs, l'inspection prend acte des résultats de l'étude de stabilité des verses après la fin d'exploitation, avec une pente intégratrice de 13°. Les prescriptions de l'article 3.3.4 « réalisation du plan d'eau » de l'arrêté d'autorisation seront modifiées dans le cadre d'un prochain arrêté complémentaire, afin de préciser que « *les berges subaquatiques constituées de remblais présentent des pentes de 10/13°* » (et non 10/15° comme actuellement).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Contrôle niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.71

**Thème(s) :** Risques chroniques, contrôle niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivants la notification du présent arrêté puis, la fréquence des mesures est trisannuelle. [...]. Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

**Constats :**

La société ETEX présente le rapport Geoplus environnement du 14/11/2024 v1, relatif aux mesures effectuées le 11 octobre 2024. Ce rapport évalue l'incidence sonore cumulée des deux ICPE (usine et carrière).

Le rapport conclut que :

- les émissions sonores relevées en limite de site sont conformes à la réglementation pour les périodes diurnes et nocturnes pour l'année 2024, sauf pour la station P4, mais cette non-conformité est vraisemblablement liée au trafic routier sur la RD77 et non à l'activité du site ;
- concernant les ZER, les niveaux de bruits résiduels mesurés en 2024 sont faibles, induisant des émergences importantes :
  - pour la période nocturne, l'émergence calculée à la station E1 est non conforme (5,5 dB(A) pour une valeur limite à 4 dB(A)) ;
  - pour la période diurne, les émergences aux stations E1 et E3 (mesurées respectivement à 8,5 dB(A) et 10,0 dB(A) pour une valeur limite à 5 dB(A)), et à la station E4 (mesurée à 12,5 dB(A) pour une valeur limite à 6 dB(A)), sont non conformes ;
- les émergences importantes calculées semblent principalement dues aux conditions de mesures imposées par les contraintes techniques liées à l'activité du site, nécessitant de réaliser les mesures de bruits ambiants en début de journée et les mesures de bruit résiduels en fin de journée. Il est difficile d'attribuer la non-conformité des mesures à l'activité du site, du fait des horaires de réalisation des mesures, et du trafic routier notable sur le secteur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous 3 mois, refaire une campagne de mesure en émergence, afin d'obtenir des résultats conclusifs quant à la contribution du site vis-à-vis des dépassements des seuils réglementaires.

En cas de persistance des dépassements, une étude devra être produite, sous 6 mois, afin de déterminer les mesures à mettre en œuvre en vue de respecter les seuils réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.8.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, vibrations

**Prescription contrôlée :**

Une mesure de la vitesse particulière pondérée est effectuée dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis mensuellement. Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les résultats des mesures mensuelles effectuées en 2024 et 2025 : la valeur maximale a été mesurée le 28/06/2024 à 3,68 mm/s au niveau de l'habitation d'une riveraine.

Le certificat d'étalonnage du sismographe n°07250050 du 29 juillet 2025 a également été présenté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Suivi faune flore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, suivi faune flore
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site est réalisé par une structure naturaliste dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis au moins tous les deux ans. Ce suivi porte sur l'ensemble des terrains autorisés par le présent arrêté. Les constatations qui sont faites au cours de ce suivi et tout document relatif à ce suivi sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les recommandations pour la protection des espèces potentielles présentes formulées par la structure naturaliste susvisée sont suivies par l'exploitant durant toute la durée de la présente autorisation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le suivi effectué par son bureau d'études naturaliste au cours de l'année 2024 (rapport du 26 mai 2025). Un suivi similaire a été effectué au titre de l'année 2023 (rapport du 29 janvier 2024). En outre, le rapport du 26 mai 2025 préconise la mise en œuvre les mesures suivantes pour l'année en cours : -poursuivre le déblaiement de la galerie Nord ; -améliorer la rétention d'eau dans la zone humide (étanchéité et/ou creusement) ; -reprendre le débroussaillage hivernal des zones à Inule ; -poursuivre et affiner les suivis.  Lors de la visite sur site, il a pu être constaté le déblaiement de la galerie Nord.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite